

PREVENIR LES VBG QUELS GESTES?

PREVENIR !

“La prévention peut être définie d'une part comme l'ensemble des mesures prises pour empêcher que ne se produisent des phénomènes entraînant un dommage pour l'individu ou la collectivité, et d'autre part, l'organisation chargée de les appliquer. La prévention serait aussi une action classable sous forme d'attitude, de comportement, de mesures et d'outils qui visent à éviter une situation économique, sociale et environnementale”

Brigitte Bouquet, 2005, P 10



CSW 57

Avec le CLVF et AFARD, GESTES présente la recherche sur la prévention des VBG appuyée par le CRDI dans le cadre du programme gouvernance, sécurité et justice à la CSW57 le mardi 05 à la Chapelle Church Center (14h00-16h00) et le mercredi 07 mars à Uganda House Mission (15h00-17h00) à New York

AVEC LE CLVF:



Une approche inclusive est la voie privilégiée pour combattre les VBG. Elle passe par une prise en compte des différents acteurs et des institutions impliquées dans la lutte contre les VBG. Le Comité de Lutte contre les Violences faites aux Femmes (CLVF) oeuvre depuis 1996 pour l'éradication de ce phénomène.

GESTES a signé un protocole avec le CLVF pour une meilleure prévention des VBG au Sénégal

SOMMAIRE

PREVENIR!... P.1

La situation des VBG au Sénégal P.2

La prévention comme alternative P.3

Pour un modèle de prévention P.4

PREVENIR ! UNE ALTERNATIVE AUX VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS FONDAMENTAUX DES FEMMES

Les sociétés humaines sont organisées pour assurer la régulation sociale autour de trois grands principes à savoir la gouvernance, la justice et la sécurité. Chacun de ses principes leur donne les moyens de garantir aux individus la vie en société dans un contexte de paix et de sauvegarde des droits humains fondamentaux. Ces principes s'articulent autour de relations particulières internes et externes, transversales à tous les domaines de la vie que ce soit au niveau familial, politique, économique et culturel entre autres, mais ils ne sont pas garantis en permanence et de manière égalitaire tout citoyen.

L'attention du monde entier est de plus en plus tournée vers les difficultés auxquelles se heurtent les états défaillants et fragiles, notamment leur incapacité de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Pour bon nombre de pauvres, l'État en soi est le grand responsable de l'insécurité qui règne, et il en résulte qu'il est difficile pour les simples citoyens d'obtenir justice et d'exiger qu'on leur rende des comptes. Face à des pouvoirs publics faibles, non réceptifs ou répressifs, il arrive que les citoyens s'en remettent à d'autres modes de gouvernance, de sécurité et de justice, comme les gangs, les milices et les institutions de gouvernance et de droit officieuses. Ces entités n'ayant aucun caractère officiel peuvent être bénéfiques en l'absence d'un État efficace, mais elles peuvent également compromettre la légitimité de l'État et reproduire la violence et l'exclusion.

Le programme Gouvernance, sécurité et justice (GSJ) a pour objectif de soutenir la production de connaissances pertinentes sur le plan des politiques et portant sur les conditions à réunir pour accroître la légitimité et la reddition de comptes des pouvoirs publics en matière

de gouvernance, de sécurité et de justice. Il examine la dynamique État-société, en particulier les interactions entre les acteurs étatiques et les acteurs non étatiques de même qu'entre les institutions officielles et les institutions officieuses. Le fait de se concentrer ainsi sur les interactions entre l'État et la société permet de mettre l'accent sur l'importance et la complexité de la dynamique locale. Tant les défis que pose la fragilité que les stratégies mises en œuvre pour les relever sont dérivés de modèles de relations État-société. Il est donc indispensable de pouvoir compter à la fois sur la participation des citoyens et des collectivités et sur des pouvoirs publics légitimes et qui rendent des comptes si l'on veut obtenir des incidences favorables sur le plan du développement.

C'est le cadre de ce programme « Gouvernance, sécurité et justice (GSJ) » que le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) soutient un projet de recherche de l'Université Gaston BERGER de Saint-Louis (Sénégal) exécuté par le Groupe d'Etudes et de Recherches Genre et Sociétés (GESTES) intitulé Violences Basées sur le Genre (VBG) au Sénégal : la prévention comme une alternative aux périls de sécurité et justice.

L'approche novatrice qui consiste à passer par la prévention des violences basées sur le genre implique porter attention aux sources des violences sociales. La démarche épistémologique choisie impose d'adopter une posture clinique sur la société sénégalaise. Depuis l'avènement des mouvements de femmes au Sénégal, ces derniers ont participé à la lutte contre les violences mais la situation n'en reste pas moins alarmante.



SITUATION DES VBG AU SENEGAL

Les recherches sur les violences au Sénégal rendent compte de la situation des VBG au Sénégal. Les recherches les plus exhaustives dans ce domaine ont été réalisées en 2008 et en 2010 par ONUFEMMES, le FNUAP, le CODESRIA, le BREDIA. Elles soulignent une situation alarmante qui pose un problème de sécurité, de justice et de gouvernance dont la prise en charge s'avère d'une nécessité urgente. Les résultats de l'étude du FNUAP et de l'UNIFEM sur la « situation des violences basées sur le genre au Sénégal » indiquent que les localités enquêtées sont différemment touchées par les violences. Si Ziguinchor enregistre les fréquences les plus élevées de tentatives de viol, de rapports sexuels sous la contrainte et les coups, La zone rurale de Kolda a le plus grand nombre de cas d'attouchements sexuels sans consentement et de cas de menaces pour avoir des rapports sexuels. Matam enregistre le plus grand nombre de cas de viol au cours duquel la victime a été attachée ou au cours duquel, on lui a fait boire des substances illicites pour lui faire perdre son contrôle de soi. Il est également ressortit dans cette étude que les violences au Sénégal sont à lier avec la pré-

carité des conditions d'existence, l'âge, les antécédents de violence et le niveau d'instruction etc. (2008).

Si les violences dans les ménages et dans le cadre familial sont plus relatées, d'autres lieux de production de violences existent. Ainsi, l'étude sur l'état des lieux de recherches sur les violences

basées sur le genre au Sénégal (2013), menée par le GESTES en collaboration du CODESRIA, révèle que si l'université est un lieu de production de savoir sur ces violences, elle n'en demeure pas moins une institution génératrice de violence du fait de la culture de ses acteurs, des rapports hiérarchiques cristallisés par les valeurs patriarcales hégémoniques en circulation dans la société, lesquelles débouchent sur la loi du silence par rapport à un certain nombre de pratiques. L'université n'est qu'un exemple parmi tant d'autres institutions. Dans ce contexte, l'Etat est interpellé, car Les VBG constituent un problème public dont la résolution nécessite une politique publique.

Au Sénégal, jusqu'à présent, le principal moyen de prévention dans ce domaine est articulé au secteur de la justice avec un système de coercition qui a procédé à l'augmentation des peines. Il y a aussi en parallèle la mise en œuvre de programmes de sensibilisation et d'information par les organisations de femmes.

“Le principal moyen de prévention dans ce domaine est articulé au secteur de justice dans un système de coercition qui a procédé à l'augmentation des peines”

L'évolution dans l'approche des violences basées sur le genre résulte de la nécessité de ne plus limiter les actions aux violences auxquelles les femmes font face dans les

familles, mais de l'élargir à tous les secteurs de la vie, prenant en compte toutes les dimensions du phénomène. C'est dire que les violences basées sur le genre sont complexes et multidimensionnelles puisqu'à l'intersection des configurations institutionnelles, sociales, économiques et politiques, impliquant les rapports de pouvoir. C'est dans cette perspective que s'inscrit l'étude sur les violences de genre au Sénégal: la prévention comme alternative aux périls de sécurité et de justice.

OBJECTIF PRÉVENIR

Contribuer à la prévention des violences basées sur le genre par la production de connaissances scientifiques fiables.

Plus spécifiquement, il s'agit :

1- Déterminer les causes profondes et les facteurs multidimensionnels déterminants les violences contre les filles, les garçons et les femmes

2- Identifier les conditions pour le renforcement des capacités des femmes et des organisations des femmes à exiger des pouvoirs publics des conditions de sécurité

3- Analyser les relations entre les structures étatiques et les organisations de DH et

Proposer des stratégies d'élaboration de politiques

en partant des résultats, de la cartographie et de forums de discussions parce que nous allons utiliser le crowdsourcing

FOCUS Sokhna Dieng, violée puis tuée

Sokhna Dieng est une jeune fille âgée d'une vingtaine d'année retrouvée morte la nuit du 06 février 2013 au quartier Artillerie dans la ville de Louga située au nord du Sénégal.

Les enquêtes menées par le commissariat de Louga ont permis de découvrir le lendemain qu'elle a été violée avant d'être assénée de sept coups de couteaux qui lui ont été fatales.





LA PREVENTION COMME UNE ALTERNATIVE AUX PERILS DE SECURITE ET JUSTICE

L'élimination des violences basées sur le genre (VBG) demeure l'un des défis les plus importants et les plus présents au Sénégal. Malgré la ratification de la plupart des conventions internationales relatives à la protection contre les violences basées sur le genre et l'adoption de lois sanctionnant diverses formes de violence faite aux femmes (MGF, harcèlement sexuel, violences conjugales), le phénomène persiste. En plus, de porter atteinte à la dignité et à la liberté des êtres humains, les VBG ont des conséquences néfastes et dramatiques sur l'individu, la famille et la société tant sur le plan psychologique, sanitaire et social.

Les cas de violences basées sur le genre sont relayés dans les médias, dénoncés notamment par les pouvoirs publics, les partenaires au développement, les organisations de la société civile, les ONG. Mais, elles restent encore insuffisam-

ment documentés au Sénégal, aussi les données disponibles sont collectées de façon parcellaire, et ne permettent pas de cerner l'ampleur du phénomène ni ses causes profondes. Ce constat soulève les questions suivantes autour desquelles s'articulent toute la recherche :

- Quelles sont les formes de violences? Quelles sont les causes profondes des violences récurrentes contre les femmes?
- Comment se manifestent les violences en milieu familial, en milieu de formation, en milieu professionnel, dans le milieu sportif, dans le milieu informel ou encore dans les médias?
- Dans quelles conditions les interactions entre acteurs étatiques-acteurs non étatiques, la cartographie et les TIC peuvent concourir à la prévention?

La réponse à ces questions permettra d'atteindre l'objectif général suivant :

Contribuer à la prévention des violences basées sur le genre par la production de connaissances scientifiques fiables.

Plus spécifiquement, il s'agit de :

- 1-Déterminer les causes profondes et les facteurs multidimensionnels déterminants les violences contre les filles, les garçons et les femmes
- 2-Identifier les conditions pour le renforcement des capacités des femmes et des organisations des femmes à exiger des pouvoirs publics des conditions de sécurité
- 3-Analyser les relations entre les structures étatiques et les organisations de DH et proposer des stratégies d'élaboration de politiques en partant des résultats, de la cartographie et de forums de discussions qui seront utilisés à travers une plateforme web SMS constituée à partir des données de l'enquête et d'un système de suivi des VBG à moindre coût.

ENQUETE NATIONALE SUR LES VBG

CONNAITRE LES VBG POUR MIEUX LES PREVENIR

Le samedi 23 février 2013, sept équipes sont parties sur le terrain dans le but de collecter des informations sur les violences basées sur le genre sur tout le territoire national. Elles vont administrer cinq outils principalement quantitatifs afin de trouver des réponses aux interrogations principales qui structurent cette recherche:

- Dans quelle mesure les contextes socioéconomiques, socioculturels, le cadre juridique, la localisation géographique et la vulnérabilité sont-ils déterminants dans la production des violences basées sur le genre?
- Quels sont les mécanismes institutionnels mis en place pour assurer la sécurité des citoyen(ne)s et la prévention des violences basées sur le genre?

Au niveau méthodologique, plusieurs outils ont été mobilisés pour répondre à ces questions :

1. Questionnaire ménage
2. Questionnaire institutionnel (Police, Gendarmerie, Tribunal, Médical, ONG/Association, Ministères)
3. Questionnaire milieu professionnel formel
4. Questionnaire milieu de formation
5. Guide d'entretien Médias

Les résultats de ces enquêtes vont permettre d'élaborer des propositions adéquates pour la modélisation d'un système de prévention des violences basées sur le genre qui puisse prendre en compte les différentes institutions et structures qui travaillent dans ce domaine.

VISITE Dr. Angèle Flora Mendy



Du 28 au 30 janvier 2013, GESTES a reçu Dr. Angèle Flora Mendy, enseignante à l'Université de Lausanne.

Durant son séjour, elle a présenté un atelier sur le gender-mainstreaming. Cela consiste en l'intégration du genre dans les programmes politiques des Etats qui se sont engagés à respecter le droit des femmes.

C'est dans cette perspective que madame Mendy a présenté une étude sur les violences conjugales au Mozambique.

Il en est ressorti que la question des violences conjugales a été retenu comme un problème de santé publique. Seulement l'adoption d'une loi pour lutter contre elles a été à la base de conflits et de négociations sociales liées aux diversités culturelles et sociales entre les différentes configurations sociales du pays.

C'est à la suite de ce débat national que le projet de loi a été adopté par l'assemblée nationale. Cet exemple montre que les questions de violences ne peuvent être résolues que par un consensus national.



Evènements

- Atelier de lancement du projet Les violences basées sur le genre au Sénégal: une alternative aux périls de sécurité et de justice
- Enquête nationale sur la prévention des violences basées sur le genre au Sénégal
- Signature de convention contre les violences basées sur le genre dans l'enseignement supérieur

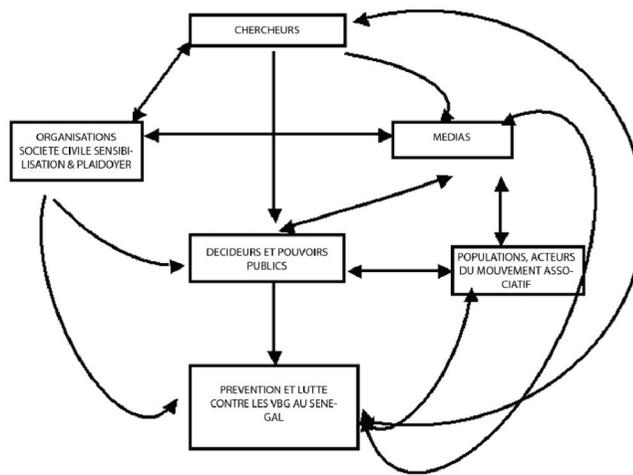
POUR UN MODÈLE DE PRÉVENTION DES VBG

Dans le cadre de cette recherche, un partenariat sera mise sur place pour fournir aux décideurs, aux organisations de la société civile, aux mouvements associatifs et aux médias des données fiables et objectives.

La disponibilité de ces données permet la mobilisation des divers acteurs pour influencer les politiques publiques. Il s'agit de susciter une forte sensibilisation et un traitement approprié des VBG par les médias pour faire de la question un débat public

qui oblige le gouvernement à faire face à ses responsabilités, donc à inscrire ses actions dans une perspective de reddition des comptes.

Cette collaboration se fera de manière interactive, ainsi chaque acteur aura un rôle prépondérant à jouer pour prévenir, lutter et mieux sanctionner les VBG. Ce schéma rend compte de cette interaction.



FAGGU FEGGU FITNA: 3F Pour un modèle de prévention des VBG

La prévention des violences basées sur le genre au Sénégal passe par une volonté politique réelle certes mais aussi une recomposition des rapports et des relations de genre. La participation des différentes composantes de la société se pose comme une nécessité. L'approche intersectionnelle, combinée à une posture clinique constitue une innovation dans la prise en compte de la lutte contre les violences basées sur le genre. Tout cela passe par un modèle qui prend en compte les différents acteurs ainsi que les mécanismes de lutte contre les violences basées sur le genre.

LES TIC POUR UN SYSTEME D'ALERTE ET DE PREVENTION DES VBG



En plus de ce modèle, les TICs à travers une plateforme WEB-SMS, sont mises à contribution pour offrir une fenêtre d'alerte et de prévention des VBG. Cette plateforme WEB-SMS permet de collecter les menaces et les témoignages de violence physique, sexuelle et verbale envoyés par email et SMS. Ces données collectées sont traitées et placées en temps réel sur Google Map. S'inspirant du crowdsourcing, la plateforme fournit un mécanisme à un observateur local pour

soumettre un rapport via son téléphone mobile ou internet, générant une archive temporelle et géospatiale des violences faites aux femmes. Elle sera également utilisée pour mettre en ligne les données collectées par questionnaire sous formes de graphiques. En d'autre termes la plateforme fournit un mécanisme à un observateur local pour soumettre un rapport via son téléphone mobile ou internet, générant une archive temporelle et géospatiale des violences faites aux femmes.



This work is licensed under a
Creative Commons
Attribution – NonCommercial - NoDerivs 3.0 License.

To view a copy of the license please see:
<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/>

This is a download from the BLDS Digital Library on OpenDocs
<http://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/>